



Expertise Comptable
Audit & Conseil

Associés
Commissaires aux comptes

Valentin DOLIGÉ

Estelle COLLET

FONDATION TAYLOR

Association

Reconnue d'utilité publique par décret du 8 Août 1881

Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE

75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Tour Franklin
100-101 Terrasse Boieldieu
CS 70395
92042 PARIS LA DÉFENSE CEDEX
Tél : 01 85 78 09 00
contact@h3p.com

ORCOM H3P AUDIT

Société de Commissaires
aux comptes membre de la
Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes de
Versailles et du Centre

S.A.R.L au capital de 50.000 €
RCS NANTERRE : 449 717 032
N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :
FR 30 449 717 032

FONDATION TAYLOR

Association
Reconnue d'utilité publique par décret du 8 Août 1881
Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE

75009 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels **Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION TAYLOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Comité.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

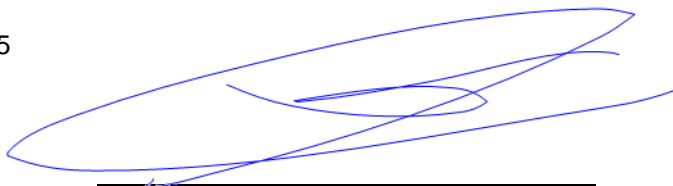
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Puteaux, le 27 mai 2025

Le commissaire aux comptes



ORCOM H3P AUDIT

ESTELLE COLLET

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	52 574	50 878	1 696	14 050
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	550 000		550 000	550 000
Constructions	1 608 765	423 157	1 185 609	1 232 868
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 588 365	535 868	1 052 497	651 588
Immobilisations corporelles en cours	106 956		106 956	353 326
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 319 025	138 732	1 180 293	1 054 165
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres	4 140		4 140	3 841
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	5 229 840	1 148 635	4 081 205	3 859 854
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	163		163	
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	82 525		82 525	496 499
Valeurs mobilières de placement	1 607 206	5 065	1 602 141	1 494 850
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	916 104		916 104	599 897
Charges constatées d'avance	2 119		2 119	2 814
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 608 117	5 065	2 603 052	2 594 059
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	7 837 957	1 153 700	6 684 257	6 453 913

Eco

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	431 303	431 303
Fonds propres complémentaires	1 978 761	1 978 761
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	3 460 452	3 055 427
Excédent ou déficit de l'exercice	74 259	405 025
SITUATION NETTE	5 944 775	5 870 516
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	6 084 775	5 870 516
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	389 058	249 058
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	389 058	249 058
PROVISIONS		
Provisions pour risques	60 154	60 154
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)	60 154	60 154
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		3 560
Emprunts et dettes financières diverses	4 017	2 342
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 806	52 958
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	71 959	55 889
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	164 488	159 436
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	290 270	274 185
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	6 684 257	6 453 913

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services	23 200	25 500
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	48 684	38 931
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	588 000	522 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		135
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	421 912	604 415
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 081 796	1 190 981
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	504 688	460 972
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	19 573	17 881
Salaires et traitements	167 380	139 932
Charges sociales	81 547	69 271
Dotations aux amortissements	128 248	102 523
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	84 434	62 740
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	985 870	853 319
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	95 926	337 662
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	109 899	69 610
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	120 760	159 798
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	35 111	39 966
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	265 770	269 373
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	143 797	120 760
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 158	24 827
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	152 955	145 586
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	112 815	123 787
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	208 741	461 448

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	15 380	501
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	15 380	501
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		16 770
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	140 000	40 154
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		56 924
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	15 380	(56 423)
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)		
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)	9 862	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 362 945	1 460 855
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	1 288 687	1 055 829
EXCÉDENT OU DÉFICIT	74 259	405 025
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

Eco

ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

EL

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Nature et périmètre des activités

L'Association des artistes, peintres, sculpteurs, architectes, graveurs et dessinateurs, dite Fondation Taylor, fondée en 1844 et reconnue d'utilité en 1881 a pour but de venir en aide aux artistes en difficulté, de promouvoir l'art et d'encourager la création artistique.

Ses moyens d'action consistent, notamment, en l'attribution de prix, de récompenses, de secours, en l'organisation d'expositions, de conférences, et en l'édition d'ouvrages, de catalogues et revues.

Dans le prolongement de ces activités, elle a décidé d'initier un nouvel axe de soutien aux artistes, à leur famille ou à des associations, en proposant de recueillir et conserver à titre gracieux des archives et fonds d'atelier.

Modalités de fonctionnement

Le mode de fonctionnement de notre association est défini par les statuts autour d'un comité composé de 35 membres bénévoles élus, lequel comité se décomposant en commissions de travail dites artistiques (Aides, Prix, Exposition, Historique, Communication) et administratives (Comptes Immeubles, Dons et legs, Conservatoire).

Le Comité se réunit une fois par mois de septembre à juin.

La Commission des Aides tient également une réunion par mois de septembre à juillet : Il y a de plus, en moyenne 12 à 14 réunions de jurys annuellement.

Les autres commissions se réunissent en fonction des projets et des besoins.

Les présidents de commission assurent le suivi des dossiers.

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié relativement au plan comptable général et selon les dispositions du règlement ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018, modifié relativement aux comptes annuels des personnes morales de droit privé

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'association pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations incorporelles :

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'un an.

Immobilisations corporelles :

La fédération des Sociétés Immobilières a proposé une matrice d'analyse des composants en fonction des catégories d'immeubles.

Quatre composants ont été retenus :

- Gros-oeuvre pour 50% amortissable sur 50 ans;
- Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures pour 10 % amortissables sur 30 ans,
- IGT: chauffage, ascenseurs, électricité, plomberie et autre équipements pour 25% amortissable sur 15 ans;
- Agencements extérieurs et décoration (cloisons, carrelage) pour 15% amortissable sur 15 ans

Construction	10 à 50 ans
Agencement, aménagement, installation technique	10 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Immobilisations financières :

Les participations financières figurant à l'actif, correspondent aux titres de SCPI acquis depuis 2013.

La valeur d'actif retenue à la date de clôture est la valeur de retrait contractuelle.

Une provision pour dépréciation est constatée à hauteur de la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de retrait contractuelle

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

5. Valeurs mobilières de placement

Informations sur le mode et la méthode d'évaluations :

Les valeurs mobilières de placement sont estimées selon la méthode du premier entré premier sorti.

Une provision est calculée lorsque la valorisation de marché à la date de clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'entrée figurant à l'actif

Eco

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 410 064				2 410 064
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	3 055 427	405 025			3 460 452
Excédent ou déficit de l'exercice	405 025		74 259	405 025	74 259
SITUATION NETTE	5 870 516				5 944 775
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	5 870 516				5 944 775

VARIATION DES FONDS DEDIÉS

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds dédiés	249 058	140 000		389 058
TOTAL FONDS DEDIES	249 058	140 000		389 058

L'association a reçu en 2013 la somme de 105 000€ aux fins de financer les prix Hasegawa et Marage. Ces fonds dédiés ont été placés pour produire des intérêts permettant de financer le versement des prix.

En 2019, l'association a perçu la somme de 39 000€ de l'association Jean Chièze qui a pour but de financer un prix de gravure sur bois "Prix de l'association Jean Chièze".

Durant l'exercice 2022, la fondation a encaissé un don de 50.000€ aux

fins de financer le prix Claude BOURET, et un autre don de 55048,40€ aux fins de financer un prix Franck DUMESNIL.

Ces fonds dédiés font l'objet de placements en fonds SCPI dont les produits financiers sont destinés au financement des prix.

En 2024, un investissement en parts de SCPI de 140 000 euros a été perçu aux fins de financer un prix Nicole Miel de Fommervault.

Le montant total des fonds dédiés se porte à 389 058,40€.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation n	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	52 574					52 574	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	52 574					52 574	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains	550 000					550 000	
Constructions sur sol propre	1 608 765					1 608 765	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind							
Installations générales, agencements divers	877 527		456 477			1 334 005	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	241 294		13 066			254 360	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours	353 326				246 370	106 956	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	3 630 913		469 543		246 370	3 854 086	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	1 151 361		167 664			1 319 025	
Autres titres immobilisés	15					15	
Prêts et autres immobilisations financières	3 841		299			4 140	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	1 155 217		167 963			1 323 180	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	4 838 704		637 506		246 370	5 229 840	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	38 524	12 354		50 878
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	38 524	12 354		50 878
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	375 897	47 259		423 157
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers	413 866	64 139		478 006
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	53 367	4 496		57 863
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	843 131	115 894		959 025
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	881 655	128 248		1 009 903

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement	97 195	41 537		138 732
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations	23 564		18 499	5 065
TOTAL GÉNÉRAL	120 760	41 537	18 499	143 797

Eu

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations	18 828	18 828	
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 140		4 140
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	163	163	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	82 525	82 525	
Charges constatées d'avance	2 119	2 119	
TOTAL DES CRÉANCES	107 776	103 636	4 140

Ew

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges	60154			60154
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	60154			60154

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	4 017	4 017		
Fournisseurs et comptes rattachés	49 806	49 806		
Personnel et comptes rattachés	22 461	22 461		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 709	40 709		
Impôts sur les bénéfices	6 229	6 229		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 560	2 560		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	164 488	164 488		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	290 270	290 270		



CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	2119
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2119

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	



CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	4 017
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 806
Dettes fiscales et sociales	71 959
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	164 488
TOTAL CHARGES À PAYER	290 270

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	163
Autres créances	82 525
Disponibilités	916 104
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	998 792



CHIFFRES D'AFFAIRES ET RESSOURCES

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	Montants
Produits des locations immobilières	48 684
Adhésions	23 200
TOTAL	71 884

CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

Subventions d'exploitation

L'association a reçu du Fonds de dotation Taylor la somme de 588 000 euros conformément à la décision du conseil d'administration et 50 000 euros de l'Académie des Beaux Arts.

Elle a également perçu la somme de 116 859,33 euros de la Fondation Majusyl.

Produits issus de Legs, donations ou assurance vie

Elle a également perçu par des legs, donations ou assurance vie 243 242 euros pour l'année 2024.

Ce montant se décompose ainsi:

- Leg De Fommervault 97 080 euros
- Leg Silvera 2 000 euros
- Leg Renée Bernard 57 888 euros
- Leg Branchat 1 326 euros
- Leg Goguey 10 000 euros
- Leg Jourmod 50 000 euros
- Leg Gall 7 500 euros
- Don Regner 1 808 euros
- Leg Praden 15 640 euros

AUTRES INFORMATIONS

EFFECTIF

Effectif moyen du personnel : 4 personnes

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total
Cadres		1	1
Employés		3	3
TOTAL		4	4

ENGAGEMENT RETRAITE

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Le montant des engagements de retraite est non significatif compte tenu de l'âge et de l'ancienneté de l'effectif de la fondation.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

L'activité de l'association étant fondée sur le bénévolat, le nombre d'heures effectué au cours de l'année 2024 par l'ensemble des membre composant les différentes commissions s'élève à 1.146 heures.

MISE A DISPOSITION GRATUITE

-L'accueil gracieux dans nos locaux, au titre de soutien, d'associations en vue de la tenue de leurs réunions de conseil d'administration ou assemblée générale,

Une convention a été signée entre les deux parties le 08 octobre 2012 pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Aucune valorisation n'a été effectuée car cette mise à disposition est très occasionnelle et n'est pas significative pour les comptes du fonds de dotation.

REMUNERATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 6 130 euros